

POUR NE PAS MOURIR AU TRAVAIL NE BATTONS PAS EN RETRAITE !

La contre-réforme des retraites représente un enjeu majeur pour le gouvernement et pour nous salariés : c'est la contre-réforme la plus importante du mandat de Sarkozy, qu'il entend imposer malgré l'impopularité croissante de sa politique et la débâcle subie par le gouvernement lors des élections régionales. Cette contre-réforme présentée comme une solution pour résoudre le financement de nos futures retraites, veut interdire le départ à la retraite à 60 ans, veut faire baisser les pensions en allongeant encore la durée des cotisations permettant une retraite à taux plein. En réalité, dans le contexte de crise économique et de chômage de masse, la première raison du déficit croissant dans les caisses finançant nos retraites a pour origine les salaires faibles, la baisse du nombre de cotisants, directement liée à l'augmentation du chômage. Aujourd'hui comme partout en Europe le gouvernement de Sarkozy veut nous faire payer la crise.

Ils nous disent : Il n'y aura pas assez d'actifs pour financer les futures retraites.

On leur répond : Pour qu'il y ait plus d'actifs, il faudrait d'abord réduire le chômage, notamment celui des jeunes, ce qui inclut de ne pas faire travailler les anciens plus longtemps.

Ils nous disent : Il n'y a pas assez d'argent pour financer les pensions de retraites.

On leur répond : Il faudrait revenir sur le partage des richesses. En 1982 la part du PIB attribuée aux salaires était de 74%, en 2007 elle est passé à 65% soit 164 milliards d'euros qui vont dans la poche du capital chaque année au lieu d'aller dans la nôtre.

Ils nous disent : L'espérance de vie augmente donc il faudra travailler plus longtemps.

On leur répond : L'espérance de vie augmente depuis au moins 250 ans, cela ne nous a pas empêché de mettre en place un système de retraite avec un départ de plus en plus tôt : 65 puis 60 ans en 1983. De plus La productivité augmente plus vite (en 1 heure, chaque travailleur produit 2 fois plus qu'il y a 40 ans, ce qui permet de prendre en charge plus de retraités) que le vieillissement de la population

**MANIFESTATION
JEUDI 24 JUIN
10H MAISON DES
SYNDICATS
BUS D ou E ARRET JAMOT**

LA PROMESSE D'UN AVENIR PRECAIRE POUR LA JEUNESSE.

Dans un premier temps le gouvernement a mis en place une multitude de réformes (LRU, Masterisation...) visant à casser la valeur de nos diplômes et par conséquent à tirer vers le bas nos futurs salaires et conditions de travail. Aujourd'hui le gouvernement veut aussi nous précariser lors de notre retraite. Les jeunes accèdent en moyenne à leur premier emploi stable à 27 ans, de

l'autre coté le taux d'emploi des 55-59 ans n'est que de 55,4%. Pour ne pas être précaire toute notre vie et ne pas avoir à bosser 67 ans, pour avoir une retraite à taux plein, il faut imposer d'autres choix avec la validation des années d'étude dans le calcul des annuités ouvrant droit à la retraite car nous refusons qu'étudier puisse être pénalisant. Nous demandons également la prise en compte de l'ensemble des périodes d'inactivité forcée (dues au chômage, emplois précaires, stages...), pour le calcul de nos retraites.



Ils nous disent : Le déficit de l'état est gigantesque.

On leur répond : Les dépenses de l'Etat baissent et réduisent les services publics. Le problème vient de la diminution des recettes, renforcée par le bouclier fiscal de 585 millions d'euros chaque année de Sarkozy et son gouvernement.

Ils nous disent : On ne peut jouer que sur 2 critères : l'âge légal de départ, le montant des pensions.

On leur répond : On peut aussi augmenter les recettes de 2 façons, en majorant les cotisations patronales qui n'ont pas bougé depuis 20 ans, en taxant les revenus financiers, les stocks options, les dividendes qui ne cotisent pas pour nos retraites et les 25 milliards d'exonérations des cotisations patronales

Ils nous disent : Il faut qu'il y ait égalité de traitement entre le privé et la fonction publique.

On leur répond : Chaque régime a des avantages par rapport à l'autre. Cette égalité ne doit pas aligner tout le monde sur le moins bon, mais doit se faire par le haut : c'est le gouvernement qui, avec la contre-réforme des retraites de 1993, a amplifié les différences.

Il s'agit donc d'une attaque majeure contre l'ensemble du monde de travail, qui touche tout le monde. La contre-réforme des retraites n'est pas contre réforme technique mais bien est un choix politique qui construit un modèle de société de plus en plus inégale et précaire, qui fait le choix de maintenir le chômage comme une fatalité et de faire payer la crise aux salariés, quand d'autres choix sont possibles. Pour empêcher la mise en place de cette réforme, il faudra une mobilisation massive, à la hauteur des enjeux.

A Reims, un collectif unitaire contre la contre-réforme des retraites s'est créé : tous ensemble, luttons pour un avenir décent et pour défendre nos acquis plus que jamais menacés.

LES FEMMES SONT LES PREMIERES VICTIMES DES ATTAQUES SUR LES RETRAITES !

La discrimination qui touche leurs salaires est amplifiée sur le montant de leurs retraites ! Elles sont, à 75 %, les « bénéficiaires » du « minimum vieillesse ». Leurs pensions, inférieures de 40 % à celles des hommes sont davantage pénalisées par l'allongement de la durée de cotisations. Petits boulots, temps partiels, interruption de carrière pour élever les enfants sont avant tout leur lot. Pour elles, la possibilité d'avoir une carrière complète et donc une retraite décente est faible ! Dans la Fonction publique, la réforme de 2003 a scandaleusement réduit les droits des femmes. Les mères d'enfants nés avant 2004 n'ont de « bonus » d'un an que si elles étaient fonctionnaires au moment de l'accouchement. Les femmes inactives, en disponibilité, non-titulaires ou travaillant dans le privé ont perdu ce droit tout comme une partie des étudiantes

Nous revendiquons :

- ❗ **Droit à la retraite à 60 ans à taux plein**
- ❗ **Le retour aux 37,5 annuités pour tous, y compris les fonctionnaires pour le calcul d'une pension complète avec 75 % du salaire minimum**
- ❗ **La prise en compte des années d'étude, des périodes de stage et des périodes d'inactivités forcés dans le calcul des pensions**
- ❗ **Le partage du temps de travail pour travailler et cotiser toutes et tous**
- ❗ **Le partage des richesses en reprenant les 9 points du PIB qui vont dans la poche du capital**